

# MUNGONGO

Bimensuel | 17 octobre 2009

N° 6 | 200 FC



## Doter son quartier d'un bureau administratif

*Pour améliorer leurs difficiles conditions de travail, certains responsables locaux prennent l'initiative de construire des bâtiments administratifs en dur. Mais de trop nombreux chefs de quartier travaillent encore sous les arbres ou dans des bureaux vétustes.*

Au rond point Laurent Désiré Kabila sur la 13<sup>ème</sup> avenue Tshopo, une pancarte «Bureau administratif du Quartier Aruwimi» est affichée sur un local en dur, trois petites pièces peintes en gris et bleu. Il y a un an, ce bureau était en terre battue avec une toiture de paille. Trois et bientôt quatre des douze bureaux des quartiers de cette commune sont déjà construits en dur. Des bâtiments qui coûtent de 1500 à 3000 \$. «Ce sont nos propres efforts appuyés par le fonds de rétrocession qui les financent», témoigne Jeanne Shuwa, bourgmestre de la Tshopo. Le chef de quartier plateau médical dans la commune Makiso a lui construit de sa propre initiative, le bureau du quartier sans appui de la commune. C'est un bâtiment, où flotte le drapeau national, qui fait la différence avec tous les autres à travers la ville.

Une situation qui tranche avec celle de la plupart des quartiers où jusqu'à présent les chefs des quartiers, représentants directs de l'autorité administrative, louent des locaux ou travaillent dans la rue.

### Mauvaises conditions de travail

Vicky Ibambi, chef adjoint du quartier Monga sur la 16<sup>ème</sup> transversale Kabondo reçoit ainsi le reporter de Mungongo sous un arbre. Une table et une chaise servent de bureau. Le quartier Limanga à Mangobo est lui implanté dans un ancien dispensaire Gazop, une pièce sert de bureau au gérant du marché et l'autre du quartier. Ici, une table et un long banc baignent dans l'eau de pluie. Depuis leur création, la majorité de ces bureaux fonctionnent dans des résidences privées. Dans la commune Lubunga, douze quartiers sont locataires. Le quartier Kolwezi utilise ainsi la résidence officielle du Médecin chef de zone de santé, un bâtiment très délabré à la toiture vétuste. Dès lors comment ces chefs peuvent-ils remplir efficacement leur rôle qui consiste

à « produire des pièces périodiques, des rapports, des bulletins d'informations journaliers sur la situation générale du quartier surtout en matière de sécurité, des recensements démographiques, des contrôles des mouvements des populations, des sensibilisations à la base pour l'assainissement, »... Avec une prime de 4000 à 5000 Fc et sans frais de fonctionnement, seul le patriotisme anime ces chefs de quartiers. «De notre côté nous essayons d'encourager les quartiers avec le peu que nous recevons de la rétrocession... mais ça n'arrive toujours pas à couvrir tous les besoins», regrette Joachim Upoki.

### Besoin de bureaux et de moyens

La construction de bureaux en dur semble donc plus que nécessaire.

des quartiers «gèrent des entités où l'Etat lui-même n'a pas de terrain pour abriter le service censé administrer les habitants au quotidien», s'inquiète le bourgmestre Joachim Upoki qui estime qu'«avoir un bureau permanent peut faciliter la conception d'un plan de développement du quartier.»

La construction de bureaux ne règle pas pour autant les problèmes de fonctionnement. «Nous recevons par mois cinquante feuilles de papier et quelques stylos», explique Osilabi Mpongo chef de quartier Kolwezi à Lubunga.

Pour s'autofinancer, les bureaux se contentent des droits de siège (sommes payées lors de règlement des petits problèmes entre les habitants). Mais ces rentrées ne suffisent pas pour acheter



Le bourgmestre de Kabondo a, au cours d'un entretien, avec les chefs de quartiers, le 21 septembre dernier, promis 1000 briques aux quartiers qui ont des parcelles pour la construction d'un bureau. Seuls deux quartiers sur vingt possèdent des bâtiments dans cette commune. Les autres fonctionnent sous les arbres ou dans les parcelles des chefs de quartier.

Sur la rive gauche du fleuve, l'autorité municipale se dit aussi déterminée à trouver pour chaque quartier un bâtiment administratif propre. Les chefs

de papier et motiver les chefs de blocs. Roger Banguale Ndulia, secrétaire administratif et chef de bureau du quartier plateau médical pense si « les taxes perçues par la commune sur des boutiques et petits marchés des coins des avenues pouvaient leur revenir, cela les aiderait. «Le chef de quartier Kolwezi estime aussi que les frais sur les autorisations de séjour peuvent aussi contribuer à les sortir de ces difficultés.

Trésor Boyongo

## A LIRE EN PAGE...

**1** Doter son quartier d'un bureau administratif

**2** Trop de prêcheurs profiteurs dans les marchés

**3** Des sourds muets étudient et travaillent comme les autres

**4** Les produits mouillés, mélangés truqués envahissent les marchés

# Trop de prêcheurs profiteurs dans les marchés

*Du matin au soir, les prédicateurs défilent dans les marchés de Kisangani. Proclamation de l'évangile ou quête d'argent, les vendeurs croyants sont perplexes.*

Pesa, opambolama» (offrez pour être béni) ! Cette phrase clôture toutes les prédications dans les marchés de la ville. Tôt le matin et jusqu'au coucher du soleil, des pasteurs prennent d'assaut les marchés pour, disent-ils, proclamer la bonne nouvelle. Bible en mains, sac au dos, ces gens qui se présentent comme pasteurs, sillonnent les rayons. «Ils sont une dizaine à défilé chaque jour et les offrandes sanctionnent chaque prédication», déclare Bibiche Kumbi, vendeuse de sucre. «La Bible nous demande de proclamer l'évangile partout et au

prêcheurs tendent la main partout et insistent quand les commerçants ne glissent pas de billet dans leurs paniers. «Nous ne sommes pas convaincus par leurs prédications mais comme ils parlent au nom de Dieu, nous offrons pour être béni ; en plus nous les considérons comme des vulnérables», se justifie Odette Kyakimwa, vendeuse au marché Makolongulu.

«Nous sommes des travailleurs comme tous les autres, estime le pasteur Jean Jacques Bakari, faisant référence à un passage biblique. Celui qui travaille à l'hôtel, mange

Tout est bon pour captiver l'auditoire et recevoir des oboles. Les versets bibliques sont largement utilisés : « On ne parle pas du mal d'un serviteur de Dieu. Dieu peut utiliser n'importe qui pour transmettre le message à son peuple. Dieu te dira j'étais chez toi tu ne m'as pas donné à manger...»

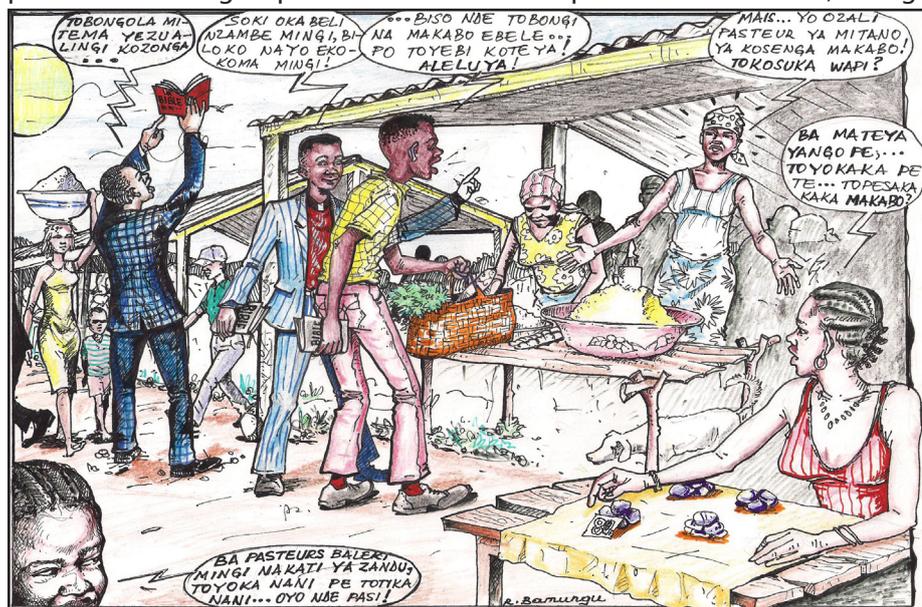
Les prêches touchent aussi les préoccupations quotidiennes des gens. «Nous prêchons la repentance et la bénédiction au lieu de prêcher les doctrines qui divisent souvent les croyants», souligne le pasteur Bakari. Les prédictions, promesses d'une vie meilleure, et les messages prophétiques captivent aussi les vendeuses.

## Réglementer les prêches

Certaines d'entre elles, bien que n'étant pas contre ces prêches plaident cependant pour une réglementation car les pasteurs perturbent parfois le bon déroulement de leurs activités en surgissant lors d'intenses transactions. «Les enfants de la rue nous volent pendant des prêches suite à la distraction. Maman Fatu, vendeuse des pains a perdu tout son capital en août», témoigne Asono, une vendeuse de haricots. «La prédication ne peut pas se faire à n'importe quel moment. Au marché c'est tout le monde qui parle. Dans ce brouhaha qui écoute qui ?», se demande Albert Dioke, pasteur à l'Eglise Viens et Vois.»

Le gérant du marché central de Kisangani, Claude André Mazande témoigne, qu'il lui arrive d'interdire à ceux qui n'ont pas de recommandations officielles de leurs Eglises de prêcher mais, c'est tout le marché qui se lève contre lui et le qualifie de méchant et d'un anti-christ. Kadoni Prospère, théologien de formation, propose ainsi à l'Etat «de fixer les heures et la durée de ces prédications, ou alors qu'on érige une chapelle où tout se passe dans l'ordre.»

Cosmas Mungazi



Caricature : Roger Bamungu

marché, il y a de nombreuses âmes», explique le pasteur Jean Bakari, de l'Eglise Jésus Christ Vie. Parmi ces «hommes de Dieu», il y a des adolescents, des malades mentaux et des aveugles.

Consentants ou pas, les vendeurs sont contraints de suivre ces sermons. Dans une société où la religiosité bat son plein, difficile de s'opposer publiquement à ces prêches par crainte d'être traité de sorcier ou d'anti christ. Une affaire pour certains prédicateurs qui collectent quotidiennement des offrandes.

## Evangéliser ou percevoir l'argent

Souvent le brouhaha est indescriptible : cris des vendeuses, tam-tam, chants, danses, prêches. Les paroles des évangélistes sont inaudibles. Chacun ne suit qu'une partie infime du message. Mais ces

à l'hôtel. Celui qui m'écoute, écoute celui qui m'a envoyé, déclare la bible. Celui à qui l'on a enseigné la parole doit donner de tous ses biens à celui qui l'a enseigné». Pour André Bandombele, gérant du marché de 11<sup>ème</sup> avenue Tshopo, ces sermons n'ont que des visées commerciales. «Un prêcheur a ouvert une boutique vers le rond point de SGA. désormais il ne prêche plus. Cette année, deux pasteurs ont été radiés de leurs Eglises parce qu'ils n'avaient pas rendu compte de l'argent des offrandes à la paroisse» témoigne-t-il.

**Cet emplacement est le vôtre, si vous souhaitez vous faire connaître, appelez Mungongo au 00243(0)85 338 93 25, 00243(0)81 513 55 11 ou écrivez nous au [journal\\_mungongo\\_kis@yahoo.fr](mailto:journal_mungongo_kis@yahoo.fr)**

# Des sourds muets étudient et travaillent comme les autres

*Des sourds muets de Kisangani sont maçons, menuisiers, informaticiens, couturiers et font vivre leurs familles aussi bien que les entendants. Des jeunes réussissent à l'école. Le Centre Espoir des Sourds leur a donné cette chance et la société commence à reconnaître leurs compétences.*

En arrivant au Centre Espoir des Sourds (CES), dans la commune Makiso, on aperçoit un bâtiment en cours d'achèvement. Murs peints, plafonds, fenêtres et portes... L'édifice est en grande partie construit par des malentendants formés au CES. A l'intérieur, tous sont en activité : certains scient du bois, confectionnent habits et nappes, d'autres sont dans des salles de cours ou devant leur ordinateur... Sur le chantier de l'hôtel du gouvernement provincial en construction, près du stade Lumumba, d'autres y travaillent comme maçons et menuisiers. Il y a près de dix ans on ne pouvait pas s'imaginer des sourds-muets aussi actifs. Ils sillonnaient les rues pour mendier. Aujourd'hui, ils apprennent un métier et en vivent. Menuiserie, maçonnerie, coupe et couture, informatique... Ils apprennent tous ces métiers au CES, l'unique centre de formation que compte la ville et qui leur est destiné. Le centre compte aussi une filière en pédagogie générale. «Nous nous occupons de sourds-muets de tous âges, hommes et femmes et luttons pour défendre leurs droits...», affirme son initiateur, Kamonyo Botayi, lui-même malentendant. Dans la province, d'autres centres du genre ont été ouverts à Isiro, Buta, Basoko et Aru. L'enseignement qu'ils suivent en langage de signes est le même que celui dispensé aux entendants. Et on leur reconnaît de grandes capacités intellectuelles et compétences.

## Résultats encourageants

Le centre encadre aujourd'hui 300 élèves contre 14 à ses débuts, il y a une dizaine d'années. Il a déjà mis sur le marché 72 brevetés de différents métiers. Au test national de fin d'étude primaire (TENAFEP), dont les résultats viennent d'être publiés, 9 candidats de cette école sur 10 ont reçus. Lors de la dernière session de l'examen d'Etat (2008), 7 de ses 8 candidats ont décroché leur diplôme en pédagogie. Nombre d'entre eux veulent d'ailleurs parfaire leur formation à l'Université. A l'exemple de Eugénie Geleme, graduée en Orientation scolaire et directrice de l'école maternelle de jeunes sourds, ou encore de Papy Kanku, à la fois cameraman et enseignant en informatique, parti en stage de perfectionnement en Ouganda, les y incite...

Ces résultats poussent plusieurs familles, jusque-là réticentes, à scolariser leurs enfants sourds-muets. Ce qui finalement les réjouit. «Mon fils peut maintenant calculer et écrire comme tous les enfants», déclare un père heureux, dont l'enfant étudie en 6<sup>ème</sup> primaire.

Dans la ville, les sourds qui ont déjà fini leur formation, tiennent des petits ateliers de couture, de menuiserie, vendent des services... Les clients apprécient généralement leur savoir-faire. A la menuiserie HOMEK non loin du CEDI (Centre d'édition

et de distribution), deux jeunes malentendants y prestent. Leurs collègues avouent qu'ils rassemblent habilement les pièces de bancs, tables et tabourets. Les couturières sont «moins capricieuses, rapides et tiennent leurs engagements», témoigne une femme rencontrée dans un atelier de couture en face de l'IBTP. Papy Mulamba qui travaille avec une sourde dans une maison de couture au rond-point SGA, la trouve «dynamique, courtoise et ponctuelle.»

## 5<sup>ème</sup> langue nationale

Toutes ces activités leur permet de gagner correctement leur vie. Comme Antoine Kyamoja, marié et père de quatre enfants qui, grâce à son travail de menuiserie, peut vendre une vitrine à 100 \$ ou un simple lit à 30 \$.

Dans le centre, outre la formation, deux chorales participent aux festivals de musique religieuse. Une équipe de football du CES prend aussi part au championnat local interscolaire. Mais le souhait de Kamonyo Botayi est d'étendre son encadrement au plus grand nombre de sourds-muets de Kisangani, aujourd'hui estimés à 1200. Insuffisance de salles de classe, six ordinateurs pour 300 élèves, difficultés d'assurer la prise en charge du personnel enseignant... Kamonyo énumère les problèmes qui méritent de bénéficier de plus d'attention de la part de l'Etat, réclamant au passage que le langage des signes devienne la 5<sup>ème</sup> langue nationale (en plus du lingala, swahili, kikongo et tshiluba) «afin de briser les barrières de la communication.»

**Daniel Lokulu**

## Actualités

### Etat de droit

3 octobre, signature de l'arrêté du gouverneur de province portant démolition des constructions anarchiques. Toute construction érigée, le long du fleuve ou aux abords du fleuve et sur le lit d'un cours d'eau navigable, flottable ou non, ainsi que toutes celles construites en violation des règles légales et réglementaires seront démolies. Le maire de la ville, la police et les différents services qui interviennent dans la gestion de terre sont chargés de l'exécution de cet arrêté.

Les constructions anarchiques violent non seulement le plan d'aménagement urbain de la ville, mais exposent les occupants à diverses calamités notamment les inondations en cas de fortes pluies.

Suspension du chef de Quartier Plateau Boyoma par l'autorité communale pour vente illicite de parcelles. Un effort dans la lutte contre l'impunité en cette période de tolérance zéro décrétée par le président de la République. Selon la loi, seul le conservateur des titres fonciers a qualité pour octroyer des terres.

### Santé

Le ministre provincial de la Santé demande aux députés et la population de prendre des mesures de prévention contre le virus H1N1, responsable de la grippe A. Deux cas suspects ont été enregistrés dans la ville. Pour limiter l'épidémie de cette maladie très contagieuse, Angèle Uvonne Akumu précise qu'il faut se laver les mains à l'eau et au savon fréquemment et soigneusement, dormir suffisamment, s'alimenter correctement et conserver une activité physique et éviter tout contact avec des personnes qui ne sont pas bien portantes, qui toussent et qui ont de la fièvre.

### Média

Jeudi 8 octobre. Plus d'une centaine des professionnels des médias sont descendus dans les rues de la ville pour dénoncer les assassinats répétés de confrères, la lenteur des procès de leurs assassins, les tracasseries de tous genres, les menaces dont ils sont victimes. L'Union nationale de

la presse du Congo demande des enquêtes sérieuses et des sanctions exemplaires pour les coupables de ces meurtres et intimidations pour démanteler l'industrie du crime et sécuriser réellement les journalistes. «Empêcher le journaliste de faire son travail, d'investiguer, c'est donner l'impression qu'on a des choses à cacher», souligne le mémorandum déposé au gouvernement et à l'Assemblée provinciale.

### Sport

Le ministre provincial des Sports est interpellé par l'Assemblée provinciale pour s'expliquer sur la non organisation des championnats dans les districts, la mauvaise prestation des équipes de la province au championnat national, le manque des bureaux par les organes qui gèrent les sports, le détournement des recettes générées et les violences dans les stades et pour justifier l'affectation des fonds résultant du contrat entre Vodacom et la ligue...

# Les produits mouillés, mélangés, truqués envahissent les marchés

*Huile végétale, haricots, café, ciment, riz, ... sont souvent mélangés à d'autres produits par les commerçants pour en augmenter la quantité. Rarement dénoncés par les clients, ces vendeurs restent impunis et continuent à les gruger et à les exposer à des problèmes de santé.*

Regardez seulement ces huiles végétales de même marque sur les étals. Celle-ci a une couleur orange et l'autre est jaune foncée. On y ajoute une quantité d'huile de palme raffinée», explique d'un air inquiet Vera, vendeuse de denrées alimentaires au marché central. Dans l'huile de table, on ajoute de l'huile de palme fine. Les haricots de bonne qualité sont mélangés avec des grains pourris, le café aux poudres des noyaux moulus de cacao, avocat ou maïs grillés. La farine de froment à la farine de manioc. Ce mélange

ainsi, se défend, «les clients qui viennent de l'intérieur de la province boudent le sucre blanc, ils préfèrent le sucre jaune». Souvent il suffit de goûter ces aliments pour se rendre compte de ces supercheres... une fois rentrés chez soi...

## Des méthodes frauduleuses

«La tromperie commerciale bat son plein dans le marché central», affirme Vera. Les plaintes, les querelles, les revendications des clients sont quotidiennes. «Les vendeurs

gobelets de farine de froment dont la pâte a donnée du pain mou. «J'ai pris du courage pour retourner le reste et le vendeur a pu remplacer», raconte-t-elle. Emmanuel Alemi, enseignant, a lui, en août dernier «senté dans sa tasse de café une saveur et odeur semblables à celles de noix d'avocat et des petits grains étaient visibles dans les résidus». Certaines vendeuses montrent des échantillons de bonne qualité mais servent des produits de mauvaise qualité cachés derrière. «Tant de fois, j'ai acheté du riz mouillé. Après la cuisson, il se dissout comme de la bouillie. Craignant des problèmes sanitaires, je suis obligée de le jeter», témoigne Mamie Lobela, une ménagère de la commune Mangobo.

## Inconscience des vendeurs et absence de contrôle

«Contrairement aux années 80, il n'existe plus un service d'hygiène», regrette l'une des sentinelles des latrines publiques du marché. «Les victimes ne viennent que rarement se plaindre», constate Jean Claude Mazane, gérant du marché central. Elles préfèrent régler le problème à l'amiable.

Richard Mbangu, adjudant d'une section de la police du marché, reconnaît avoir résolu ainsi des cas d'escroquerie, dont le dernier en août dernier. Il a demandé à la vendeuse de remettre à la victime du riz de bonne qualité. Selon l'ingénieur Mathieu Tabu, chef de bureau assainissement à la division provinciale de l'environnement, «il est difficile de savoir que tel produit est de mauvaise qualité à l'œil nu. Nous demandons à la population de les dénoncer pour nous permettre de les réprimer».

Ces produits mélangés peuvent aussi causer des problèmes de santé. Selon Samuel, étudiant en nutrition, ces mélanges entraînent des déficits en éléments nutritifs des aliments.

David Malisi



C crédit photo : photo Mungongo

donne parfois un goût aigre aux aliments. Le ciment est mélangé avec les cendres, le calcaire, l'argile de même couleur... Tout est bon pour augmenter les quantités vendues à moindre coût.

Bora Abdisalama, l'un des Kapita (chef d'un rayon des vendeurs), décrit les comportements de ses amis qui trompent les clients. «Elles dissolvent le sucre blanc au feu qui prend la couleur jaune. Elles y ajoutent de la farine de maïs qui s'y coagule, ou bien elles éparpillent cette solution sur le reste pour obtenir le jaune.», témoigne-t-elle. Marie L., trouvée en train de faire

cherchent à maximiser leurs recettes aux dépens des clients», reconnaît Passy Thsaosiko, commerçante au marché IAT. «Des gobelets en plastique ou métalliques gonflés ou coupés, appelés «Zuwa idée» sont utilisés pour duper les pauvres acheteurs», reconnaît-elle. En payant pour trois gobelets de sucre, on en a en réalité deux ou deux et demi.

Malgré les étiquettes qui alertent les clients en entrant au marché, «ya logique, super sec, ya sec, kopo ya logique, ...», ils se font régulièrement grugés. En septembre, Bibi Wasinga, une boulangère, a acheté au marché Limanga ya Nse, à Mangobo, 40

## Mungongo

Journal école

**Editeur, rédacteur en chef :**

Ernest Mukuli

Tél : 243 (0) 81 200 63 99,  
243 (0) 85 356 02 07

**Equipe rédactionnelle :**

Trésor Boyongo Kaya, Daniel Lokulu, David Malisi, Dorcas Mayani, Nadia Midesso, Cosmas Mungazi

## Secrétariat de rédaction :

Pépé Mikwa

Tél : 243 (0) 85 142 49 67,  
243 (0) 99 808 78 81

## Distribution, marketing et maquette :

Jimmy Bakelenge

Tél : 243 (0) 85 338 93 25,  
243 (0) 81 513 55 11

Mail:

journal\_mungongo\_kis@yahoo.fr

## Supervision et formation

Syfia international

contact@syfia.info

Tél 33 (0)4 67 52 79 34

## Impression :

Boyoma impression

**Abonnement annuel** (24 numéros) 10 \$, **abonnement de soutien** 50 \$ minimum payable au journal : 33, Boulevard

Mobutu, Commune Makiso, en face de l'AFRACO, Kisan-gani, Province Orientale.

**Points de vente :** Bibliothèque centrale et Cyber café Batam; de l'Unikis, Librairie Saint Paul, Gradi-Jeunes et rond-point du canon voir le revendeur fourniture bureau à côté de la station essence, Rez-de-chaussée Congo Palace.